

OCCRP, USAID, censure : la propagande médiatique en Europe dévoilée

écrit par Nicolas Faure | 23 mars 2025





L'indépendance et la probité sont des qualités qui existent chez certains journalistes mais force est de constater qu'elles se font rares. Et des éléments récents l'accréditent. Entre une enquête récente sur l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) et le travail d'Elon Musk à propos de l'USAID, les preuves s'accroissent.

Entretien avec le député européen Petr Bystron, pour revenir sur ces affaires...

Des liens financiers troublants entre l'OCCRP et le gouvernement américain

Des révélations récentes ont mis en lumière des liens financiers étroits entre l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) et le gouvernement américain, notamment via l'Agence des États-Unis pour le

développement international (USAID). Selon une enquête menée par Mediapart et d'autres médias internationaux, l'OCCRP, tout en revendiquant son indépendance, aurait dissimulé l'ampleur de ces financements et leurs implications.

L'enquête a également révélé que la chaîne publique allemande Norddeutscher Rundfunk (NDR) aurait censuré son propre documentaire sur le sujet, sous la pression du fondateur de l'OCCRP, Drew Sullivan. Cette décision a soulevé des interrogations sur l'intégrité éditoriale de la NDR et l'influence exercée sur les médias publics.

Face à ces révélations, le député européen Petr Bystron demande une enquête approfondie au niveau européen sur les activités de l'USAID au sein de l'Union européenne.

Nous l'interrogeons ici au sujet de l'indépendance des médias, et de l'influence potentielle de financements étrangers sur le journalisme d'investigation.

La liberté d'expression menacée en Europe

Nicolas Faure : Monsieur Bystron, Elon Musk a récemment critiqué la censure en Europe et s'est opposé aux règles européennes de lutte contre la désinformation. Selon vous, son combat pour la liberté d'expression remet-il en cause le contrôle idéologique des élites sur l'information ou s'agit-il simplement d'une stratégie économique pour défendre ses plateformes ?

Petr Bystron : peu importe les motivations d'Elon Musk – le fait est qu'il a raison. Il dénonce la censure, aussi bien aux États-Unis qu'en Europe, et il n'est pas le seul. Le vice-président américain J.D. Vance a également critiqué à plusieurs reprises le fait que des opinions dérangeantes soient muselées en Europe, allant jusqu'à l'emprisonnement de citoyens pour des publications sur Facebook.

Que nous en soyons arrivés là est une catastrophe pour un continent qui se revendique comme le berceau de la démocratie. L'Union européenne actuelle trahit l'héritage européen : la démocratie grecque, les idéaux de la Révolution française, la liberté et les Lumières. Il est affligeant de constater que ce sont désormais des Américains qui doivent nous rappeler à l'ordre pour corriger ces dérives.

Des campagnes de désinformation

Vous avez récemment demandé une enquête sur les activités de l'USAID, affirmant que l'agence avait influencé les élections européennes de 2024 par des campagnes de désinformation.

Pourriez-vous expliquer les preuves de ces affirmations et comment, selon vous, l'USAID pourrait avoir orchestré une telle influence sur les élections ?

Petr Bystroň : Grâce aux révélations issues du travail d'Elon Musk au sein du Département de la Défense (DoD) et aux documents déjà publiés, nous savons désormais que l'État profond finance, depuis des décennies, de nombreuses ONG via l'USAID afin d'organiser des changements de régime à travers le monde.

Nous savons également que ces canaux ont servi à acheminer des fonds vers une plateforme journalistique appelée Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP). Ses membres, notamment *Der Spiegel* et la *Süddeutsche Zeitung*, ont orchestré plusieurs campagnes de diffamation.

Lors de l'avant-dernière élection européenne, Der Spiegel et la Süddeutsche Zeitung ont lancé une campagne ciblée une semaine avant le scrutin, provoquant l'effondrement de la coalition au pouvoir en Autriche. Connue sous le nom d'« affaire d'Ibiza », cette

opération reposait sur du matériel compromettant obtenu par des méthodes relevant du renseignement. Heinz-Christian Strache, alors vice-chancelier, a été accusé de corruption, déclenchant une vague d'attaques médiatiques qui l'ont poussé à la démission et ont gravement impacté les résultats électoraux du FPÖ. Après l'élection, il s'est avéré que Strache n'avait commis aucun acte illégal. Toute cette campagne n'avait eu qu'un seul objectif : manipuler le scrutin. Bien qu'il ait remporté plusieurs procès par la suite, le mal était fait – politiquement, il avait été détruit.

Lors du dernier scrutin européen, les médias affiliés à l'OCCRP ont adopté une stratégie similaire. Cette fois, du matériel compromettant, également obtenu par des méthodes de renseignement, a été diffusé à Prague. L'objectif ? Cibler plusieurs personnalités politiques à travers l'Europe, toutes opposées aux nouvelles livraisons d'armes à l'Ukraine et engagées en faveur d'un processus de paix. Ces responsables ont été systématiquement diffamés et accusés d'être des « agents de Moscou ». Peu avant les élections, ils ont été accusés de corruption par le site d'information Voice of Europe, basé à Prague.

Aujourd'hui, les enquêtes menées par plusieurs journalistes renommés, dont Michael Shellenberger aux États-Unis et Petr Štěpán en Tchéquie, révèlent que ces accusations étaient totalement fabriquées. Il s'agissait en réalité d'une campagne financée par l'OTAN pour discréditer ces personnalités politiques.

Me concernant, plus de 250 articles à connotation négative ont été publiés avant l'élection – contre moins de cinq après le scrutin. J'ai également subi 21 perquisitions à mon domicile et dans mon entourage. Bien entendu, aucune preuve incriminante n'a été trouvée.

L'OCCRP et d'autres organisations vous accusent de faire

de la désinformation et d'être influencé par des acteurs étrangers. Pensez-vous que ces accusations reposent sur de véritables enquêtes journalistiques ou sont-elles instrumentalisées pour discréditer des personnalités politiques qui remettent en cause le consensus dominant ?

Petr Bystroň : Oui, c'est bien là le sujet ! Toutes ces accusations et diffamations sont totalement infondées. Il n'existe aucune preuve, aucun fait concret qui viendrait étayer ces fables. Les personnes concernées ont immédiatement réagi, stupéfaites, et se sont défendues tant juridiquement que politiquement.

Le fait est que les médias de l'OCCRP influencent les élections et agissent comme des agents au service de puissances étrangères. Ils ont été financés et dirigés depuis les États-Unis pendant des décennies. Et comme il apparaît maintenant, ils ont manifestement utilisé à plusieurs reprises du matériel provenant des services de renseignement pour éliminer des adversaires politiques. Il est même possible que ce matériel ait été obtenu de manière illégale.

Tous ces faits doivent être examinés par le Parlement européen.

Les journalistes, arbitres de la vérité ?

De nombreux médias et ONG se positionnent aujourd'hui comme arbitres de la vérité face à la prétendue augmentation de la « désinformation ». Selon vous, qui décide de ce qui relève de l'information légitime et de la propagande, et comment garantir un véritable pluralisme médiatique dans ce contexte ?

Petr Bystroň : Que des organisations sans aucune légitimité démocratique – et qui, comme nous le savons

maintenant, sont secrètement financées par des États étrangers et des services de renseignement – s'arrogent le rôle de « gardiens de la liberté de la presse » est une catastrophe.

Bien sûr, chaque pays fait de la propagande, tout comme les entreprises font de la publicité. Mais c'est aux journalistes d'assumer leur responsabilité et de rapporter les faits de manière objective.

Nous devons rétablir un paysage médiatique indépendant, fondé sur un engagement envers la vérité. De plus, il revient aux citoyens adultes de décider dans quelle mesure ils se laissent influencer par la propagande.

Les gens ne sont pas des enfants à qui il faudrait dicter ce qu'ils doivent penser. Ce n'est ni aux gouvernements ni aux médias de leur dire ce qu'ils peuvent entendre, voir ou lire.

La propagande a toujours existé et existera toujours. Les citoyens sont suffisamment intelligents pour s'informer de manière approfondie et distinguer le vrai du faux.

Car, comme nous le constatons aujourd'hui, Il s'est avéré que beaucoup de choses, qualifiées de « désinformation » ou de « propagande » ces quatre ou cinq dernières années par ces prétendus « gardiens », étaient parfaitement véridiques. »

Entretien avec Petr Bystroň, propos recueillis et traduits de l'allemand par **Nicolas Faure**

Lien **allemand** **:**
<https://opposition24.com/politik/occrp-usaid-und-medienzensur-enthuellungen-werfen-fragen-zur-journalistischen-unabhaengigkeit-in-europa-auf/>